Pierrette Désy

Chercheure, ethnohistoire et en anthropologie.

(1982)

“Introduction.
Pratique et discours
idéologique.”

“Nations amérindiennes au Canada”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Pierrette Désy

"Introduction. Pratique et discours idéologique".

Un article publié dans la revue **CULTURE**, Numéro spécial, vol. II, no 3, 1982, Numéro intitulé : "Nations amérindiennes au Canada", pp. I-III. Société canadienne d'ethnologie.

[Autorisation formelle accordée par l'auteure le 27 septembre 2007 de diffuser cet article dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : desy.pierrette@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 2 août 2008 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Pierrette Désy

Spécialiste en histoire et en ethnologie

**"Introduction.
Pratique et discours idéologique"**

Un article publié dans la revue **CULTURE**, Numéro spécial, vol. II, no 3, 1982, Numéro intitulé : "Nations amérindiennes au Canada", pp. I-III. Société canadienne d'ethnologie.

Pierrette Désy

Spécialiste en histoire et en ethnologie.

"Introduction. Pratique et discours idéologique".

Un article publié dans la revue **CULTURE**, Numéro spécial, vol. II, no 3, 1982, Numéro intitulé : "Nations amérindiennes au Canada", pp. I-III. Société canadienne d'ethnologie.

De la lecture des contributions à ce numéro spécial consacré aux recherches contemporaines sur les sociétés amérindiennes au Canada, on peut tirer la conclusion suivante : la recherche anthropologique en ce pays se déploie sur deux axes. Le premier est politique au sens où les chercheurs, soucieux d'efficacité, présentent une argumentation sociale à propos d'une situation qui paraît souvent déboucher sur une impasse ; le second est novateur au sens où les chercheurs, soucieux de vérité, reprennent des questions que l'on semblait avoir résolues. Cependant, cela ne saurait signifier que ces deux axes s'excluent mutuellement. Au contraire, l'engagement politique ne peut se dissocier du désir novateur, et inversement. Telle est du moins la leçon qui se dégage de l'ensemble des présentes contributions. Observons, par ailleurs, que ce numéro n'est pas une somme : en effet, pour des raisons évidentes, ne sont représentées en entier ni la diversité des sociétés amérindiennes ni la communauté des anthropologues.

D'une première série de textes, on retire d'abord des enseignements sous la forme d'un questionnement à propos de concepts ou de la remise en cause d'idées reçues. Il en va ainsi pour M.-F. Guédon qui s'attache à définir le chamanisme chez les Tsimshian de la côte Nord-Ouest. À juste titre, elle déplore que des auteurs aient abusé d'une catégorie religieuse, propre à l'origine aux peuples altaïques et sibériens, en l'appliquant sans trop de bonheur à des classes voisines. Établissant une correspondance entre le mode de production domestique et les

règles de parenté, D. Legros analyse l'origine des inégalités sociales chez les Tutchone. Il poursuit ainsi un débat important sur les sociétés de chasseurs-cueilleurs - que l'on s'accorde à considérer comme égalitaires -, débat auquel des personnes comme E. Leacock ou R. Lee répondront peut-être ? Dans une introduction à un manuscrit à paraître, R. Savard esquisse une lecture des variantes du mythe de Tshakapesh. Les variantes ont subi des distorsions au cours des siècles ; il s'agit donc de retrouver la « vérité » du personnage central à travers une nouvelle écriture. À ce sujet, M. Détienne écrit : « ... la vérité du mythe est enclose dans une nature langagière 'que l'écriture oblitère toujours plus ou moins gravement, tantôt en imposant à la liberté d'une mémoire qui se raconte les contraintes de l'interprétation soumise à des règles étrangères, tantôt, et le plus souvent, en réduisant au silence la parole du mythe pour parler en son nom et la condamner à l'altérité absolue » (1981 : 142). Dans une perspective ethno-historique, V. Miller examine le rapport entre la population des Micmacs, les épidémies et les cas attestés de massacre. On voit ici comment le champ territorial se restreint proportionnellement à la courbe démographique. Et l'on reste confondu devant l'importance numérique des Micmacs, à jamais réduite, et la force politique qu'elle eût aujourd'hui engendrée. À partir d'une étude sur les Indiens du *skid row*, A. Morinis soutient une thèse paradoxale *a priori* : en même temps que les organisations amérindiennes renforcent leurs structures, des autochtones vont grossir les rangs de ceux qui ont quitté la réserve pour élire domicile dans les quartiers défavorisés des centres urbains. Outre que ce phénomène touche sans distinction à l'heure actuelle bon nombre d'individus et qu'il interpelle le fondement même de notre société, A. Morinis montre que ces autochtones, après avoir déserté le corps social originel, luttent à leur manière, solitaire et ponctuelle, contre l'oppression. Le *skid row* sert de théâtre géographique à une représentation d'être pour l'être.

Une seconde série de textes s'articule plus précisément autour du politique. Ici les auteurs - alliant praxis et théorie - élaborent une stratégie anthropologique. La question qu'ils posent implicitement est cel-

le des relations entre les sociétés amérindiennes et la société euro-canadienne ; la question qu'ils posent parfois explicitement est celle de l'engagement des chercheurs. P. Charest le dit de manière transparente quand il parle d'anthropologie « impliquée ». Pour cet auteur, conseiller auprès du Conseil Attikamek-Montagnais, les chercheurs en sciences humaines doivent être plus conscients du rôle qu'ils jouent par rapport aux Amérindiens. En effet, des signes irrécusables montrent que c'est aussi le désir des principaux intéressés. À titre d'exemple, voyons de plus près comment peut s'exercer ce rôle. R. Preston rend compte avec minutie de la manière dont des Cris du Nord et des conseillers venus du Sud discutent du futur emplacement de la communauté de Nemaska, sise en amont de la rivière Rupert. Ce faisant, l'auteur explique la nature de ces discussions et le mode sur lequel elles sont perçues par les intervenants. Dans une autre optique, M. Asch critique les recommandations du juge Berger à propos des Déné, lesquelles à son avis, constituent un danger pour l'économie traditionnelle. À cet effet, M. Asch préconise une solution originale qui consisterait non pas, comme le suggère le juge Berger, à retirer des subventions de l'État pour compenser les faiblesses de l'économie locale, mais à tirer des royalties à partir d'industries implantées en pays déné. Cette solution serait une garantie pour la liberté des Déné, et sans aucun doute un modèle à suivre en d'autres lieux d'Amérique du Nord. Autre contexte, autre proposition : C. Scott démontre comment les Cris de Wemindji pourraient résoudre la contradiction fondamentale posée par la circulation inégale de biens de valeur d'usage et de biens de valeur marchande. Partant du postulat énoncé par M. Sahlins selon lequel le mode de production domestique « recèle un principe anti-surplus, adapté à la problématique des biens de subsistance (et qu'il) a tendance à s'immobiliser lorsqu'il atteint ce point » (1976 : 19), C. Scott le confronte à deux donnés. Le premier concerne les ressources écologiques limitées du territoire de Wemindji et le second le mode de production capitaliste, générateur de surplus. Afin d'éviter une division de classes sociales entre les salariés et les producteurs domestiques, l'auteur suggère que ces derniers touchent un revenu annuel (assuré en principe par l'Entente sur la baie James). Cette solution inédite

aurait l'avantage, tout comme en pays déné, de maintenir le mode de production domestique et les règles de partage et de réciprocité qui l'accompagnent.

On voit aussi combien semble imparable le rapport de l'État aux Amérindiens, et comment, dans certains cas, il prend un aspect rédhibitoire. Dans une étude comparative de communautés ojibwa du nord de l'Ontario, ayant dans un cas le statut de réserve et ne l'ayant pas dans l'autre, E.J. Hedican fait à ce propos la démonstration suivante : tandis que les réserves se caractérisent par une dépendance accrue envers les Affaires indiennes, les communautés qui ne sont pas en contact continu avec elles ont tendance à prendre des décisions indépendantes. Par ailleurs, J. Sawchuk souligne l'ancienneté des organisations politiques des Métis et des autochtones en général. Tout en regrettant que ces organisations soient trop souvent calquées sur le modèle occidental, l'auteur reconnaît que c'est aussi l'unique solution si elles veulent traiter de plain-pied avec les différentes institutions de ce pays.

Grâce à ces textes, on voit comment l'anthropologie - du moins celle qui s'articule autour de la territorialité amérindienne - évolue de manière exemplaire, voire unique, au Canada. Affranchie en partie de certaines contraintes scolastiques, critique du champ où elle se déploie, cette discipline se meut de façon moins orthodoxe qu'auparavant. Ainsi la pratique idéologique transcende-t-elle la catégorisation et non l'inverse. Ce qui signifie en d'autres termes que la théorie se construit de préférence en dehors des systèmes de la mode, qui donnent l'illusion de la vérité. Hâtons-nous cependant de préciser que nous ne voulons pas généraliser, mais uniquement identifier une tendance importante de cette discipline. Loin de nous l'intention de décerner quelque satisfecit. Pour mémoire, rappelons seulement qu'il n'y a pas longtemps encore, on décrivait « l'anthropologie comme fille de l'impérialisme occidental » (K. Gough, 1970-71 : 1123). Ce qui était dénoncé alors comme immanent à cette discipline reste tout aussi vrai aujourd'hui. Par contre, ce qui permet de s'en distancier est contenu

sans aucun doute dans l'évolution des idées survenue au cours des deux dernières décennies. Il en ressort un fait intéressant : sans être forcément identique, il y a néanmoins des affinités électives entre le discours que les anthropologues engagés et les Amérindiens tiennent sur l'idéologie ¹. Pour paraphraser P. Clastres, on définira l'idéologie comme le discours que notre société tient sur le conflit social (cf., 1980).

Cette concordance nécessite quelques mots d'explication. Quand, au cours des années 1960, on assiste à une escalade de conflits tant au niveau national qu'international, les Amérindiens revendiquent déjà sur des points précis. Aux États-Unis comme au Canada, des manifestations sont organisées qui, si elles reçoivent peu d'écho dans la presse, ne passent pas inaperçues aux yeux de l'État. Paradoxalement, alors que le gouvernement canadien lutte contre diverses tendances qu'il considère comme subversives, allant jusqu'à prêter main-forte au gouvernement américain, il écoute d'une oreille bienveillante les leaders des organisations autochtones (cf A. Tanner, 1980 : 473).

Prises de court, les Affaires indiennes mettent sur pied, et à la hâte, des programmes de développement communautaire, tiennent des sessions à travers le pays sur les communications inter-ethniques, etc. Pendant ce temps, on réorganise les structures administratives des Affaires indiennes. Et puis, en 1969, une véritable bombe est lancée, c'est *Le Livre blanc* dont la doctrine - voisine de celle énoncée des années plus tôt par le *Bureau of Indian Affairs* à Washington, D.C. - propose ni plus ni moins l'« intégration » des autochtones au courant national. (Pour plus de détails sur cette affaire, nous renvoyons le lecteur à l'ouvrage de S. Weaver, *Making Canadian Indian Policy : The Hidden Agenda 1968-70*, Toronto, University of Toronto Press, 1981).

¹ À ce sujet, empressons-nous d'ajouter que le fait que des anthropologues puissent à l'occasion écrire des textes destinés à des associations autochtones ne change rien à ce que nous venons de dire. En effet, ces textes restent le reflet d'une alliance et non d'une dépendance.

La réponse ne se fait pas attendre : de partout s'élèvent des protestations solennelles. La Fraternité des Indiens du Canada unanimement dénonce le gouvernement. La même année paraît *The Unjust Society* de H. Cardinal, bientôt traduit en français. Tandis que l'année suivante, Waubageshig édite *The Only Good Indian*, un groupe de chefs d'Alberta publient *Citizens Plus*, d'après une expression tirée du rapport Hawthorn-Tremblay. Ils accusent, entre autres, le gouvernement de ne pas avoir tenu compte des conclusions de ce rapport et d'avoir préparé *Le Livre blanc* sans les consulter. (À cet égard, faut-il le dire, les Indiens ont découvert avant la lettre les mécanismes de l'ethnocide et les ont dénoncés de manière efficace. De leur côté, prompts à identifier des faits de culture, des ethnologues ont alors créé le concept.) En plus d'obliger le gouvernement à faire marche arrière, les réactions suscitées par *Le Livre blanc* auront pour effet d'unir des communautés, parfois fort éloignées les unes des autres, et qui, jusque-là, connaissaient mal les situations similaires auxquelles elles devaient faire face (cf. Tanner, 1980).

À partir des années 1970, la lutte se cristallise autour de problèmes spécifiques tels que les droits territoriaux. Par ailleurs, la Convention de la baie James, sa contrepartie, les dissidents à cette Convention, le rapport Berger sur le pipeline du Mackenzie, la Déclaration du gouvernement Déné, la Déclaration des Nishga, l'institutionnalisation de structures telles que le Grand Conseil des Cris, le Conseil Attikamek-Montagnais, et ainsi de suite, ponctuent, à des degrés divers, les changements survenus en quelques années. On pourrait interpréter ces changements comme des événements qui ont modifié de manière irréductible le rapport des Amérindiens à l'État. Ces métamorphoses donnent à penser qu'il y a émergence d'un pouvoir politique que le gouvernement ne peut plus ignorer. Quoi qu'il en soit, le retour à un *statu quo ante* est rigoureusement impossible.

RÉFÉRENCES

CLASTRES, Pierre

1980 *Recherches d'anthropologie politique*, Paris, Seuil.

DÉTIENNE, Marcel

1981 *Mythe et Écriture, Dictionnaire des Mythologies*, vol. II, Paris, Flammarion : 142-143.

KOUGH, Kathleen

1970-71 "Anthropologie et Impérialisme", Paris, *Les Temps modernes* : 1123-1139.

SAHLINS, Marshall

1976 *Âge de pierre, âge d'abondance* (Stone Age Economics), Paris, Gallimard.

TANNER, Adrian

1980 *Hunters and the State : The Political Encapsulation of Canadian Native People*, 2ème Congrès international sur les sociétés de chasseurs-collecteurs, Université Laval : 463-482.

Fin du texte